



Motion de soutien

Red pantoufle¹

Pour un soutien aux étudiant·e·s biélorusses et à BSA²

¹ Cette motion est appelée ainsi en écho aux manifestations de la population biélorusse appelées « révolution des pantoufles ».

² La Belarusian Students' Association est l'une des deux organisations nationales de représentation des étudiant·e·s biélorusses, consœur de la Fédération au sein d'ESU.

Votée le 28.06.2021, à Liège

1) Contexte autour des élections présidentielles d'août 2020¹

Après 26 ans au pouvoir, le président sortant Alexandre Loukachenko, se présente pour un 6^{ème} mandat à la présidence de la république de Biélorussie. En juin 2020, le candidat de l'opposition Sergueï Tikhanovski sont arrêtés et exclus de l'élection présidentielle biélorusse de 2020. Sa femme, Svetlana Tikhanovskaïa, se présente alors à sa place. Sa candidature réussit à fédérer les partisans de deux autres opposants : Viktor Babaryka (arrêté en juin pour « délits financiers ») et Valéri Tsepkalo (dont les signatures ont été invalidées).

Durant la campagne électorale, elle dénonce le régime autoritaire et dictatorial de Loukachenko et demande la libération de tous les prisonniers politiques biélorusses. Se rajoute à cela une contestation de la gestion de la crise sanitaire par le régime en place.

À la veille du scrutin du 9 août, Svetlana Tikhanovskaïa ainsi que d'autres membres de son mouvement d'opposition sont arrêtées pour des raisons inconnues. Elle finit par être libérée et est envoyée en exil en Lituanie. Loukachenko annonce alors avoir gagné les élections, relançant de plus belles les mouvements de contestations au sein de la société. Le régime de Loukachenko réagit en organisant de violentes répressions

Depuis, des centaines de citoyen·ne·s ont été arrêté·e·s pour avoir participé à des manifestations pacifiques ; des poursuites pénales et/ou administratives ont été engagées contre la quasi-totalité des candidat·e·s de l'opposition au régime de Loukachenko, ainsi que leurs confident·e·s et les membres de leur quartier général de campagne. Les libertés et droits fondamentaux des citoyen·ne·s du Biélorussie sont soumi·se·s à une répression généralisée, avec détentions arbitraires et tortures des journalistes indépendants et des membres de la société civile, y compris des étudiant·e·s, pour avoir exigé le respect des principes démocratiques.

Pour réprimer les manifestations, le police n'a pas hésité à faire usage de balles en caoutchouc sur les manifestant·e·s et de gaz lacrymogènes. On dénombre des milliers de blessés, et encore plus de personnes soumises à la torture en détention.

De son côté, l'Union européenne ainsi que de nombreux pays, dont la Belgique, ont annoncé ne pas reconnaître le résultat de l'élection présidentielle et pris des sanctions contre des responsables biélorusses².

¹ Pour des informations détaillées, voir

https://en.wikipedia.org/wiki/2020%E2%80%932021_Belarusian_protests

² À ce jour, l'Union européenne est à son 4^{ème} pack de sanctions à l'encontre la Biélorussie, et de figures institutionnelles et individuelles participant aux actions de répression.

Voir <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2021:219I:FULL&from=EN>

2) Situation des étudiant·e·s biélorusses³

Depuis la rentrée scolaire du 1^{er} septembre, les étudiant·e·s ont multiplié les grèves et manifestations pour dénoncer le pouvoir en place, et la violation de leurs droits fondamentaux, dont l'accès à l'enseignement. Cependant, comme pour tous les mouvements de protestations, ils ont faits face à de violentes répressions, sur les campus même. Leur sécurité n'est plus garantie au sein des établissements, les administrations universitaires faisant notamment appel à la police anti-émeute.

Par ailleurs, des académiques et scientifiques ont été congédié·e·s pour avoir tenu une position idéologique considérée contrainte aux « les fondements de l'idéologie de l'Etat ». Des purges ont été menées dans les établissements pour mater tout élément de protestation en leur sein.

Enseignant·e·s et étudiant·e·s militant·e·s sont convoqué·e·s pour interrogatoire au Département de lutte contre le crime organisé et la corruption et poursuivis par les autorités. Parmi eux se trouvent de nombreux représentant·e·s étudiant·e·s, aujourd'hui maintenu·e·s en détention avec risque de torture ou poussé·e·s à l'exil.

Depuis les élections présidentielles, BSA, avec les autres organisations étudiantes et l'aide d'ESU, a été sur le front pour demander des élections démocratiques, libres et justes dans le pays, la fin de la répression politique, et la réelle application de la liberté académique, de la liberté d'expression et de l'autonomie institutionnelle dans les établissements d'enseignement supérieur biélorusses⁴.

3) Soutien de la Fédération

BSA a multiplié les appels au soutien, notamment de la communauté étudiante à travers ESU, afin de faire libérer ses membres et tou·te·s les étudiant·e·s de détention, d'aider les étudiant·e·s forcé·e·s à l'exil, et de faire pression politiquement sur le régime biélorusse pour obtenir le respect des droits fondamentaux et principes démocratiques.

Par solidarité étudiante, et en vertu du principe de l'indépendance du mouvement étudiant et du respect des droits humains, dénoncer toute situation portant atteinte à l'intégrité du

³ Pour un recensement détaillé de la répression subie par les étudiant·e·s, voir https://zbsunion.by/en/news/pressure_on_students?fbclid=IwAR02rNKI4HPYhqe8-AUfrA0lwCXuFvQkghiLiJ1M-aUwi7QO0dQi36OJDrE ; https://zbsunion.by/en/news/pressure_on_students?fbclid=IwAR02rNKI4HPYhqe8-AUfrA0lwCXuFvQkghiLiJ1M-aUwi7QO0dQi36OJDrE

⁴ Voir notamment les Statements d'ESU sur <https://www.esu-online.org/news/statements/>

corps étudiant, menaçant l'organisation d'un enseignement libre, et opprimant les étudiant·e·s fait partie des missions et de la responsabilité morale de la Fédération.

Ainsi, par cette motion, la Fédération :

- Exprime son soutien à BSA et à tou·te·s les étudiant·e·s biélorusses ;
- Rejoint les demandes de mettre fin aux obstructions à l'exercice de l'enseignement et à l'accès des étudiant·e·s aux universités ; Condamne les violences subies par les étudiant·e·s et les autres acteur·trice·s de l'enseignement supérieur ;
- Réclame la libération des étudiant·e·s sans délai et le respect de leurs droits ;
- Réclame que la sécurité des étudiant·e·s soit garantie au sein des établissements, et que ceux-ci conservent leur rôle de sanctuaire du savoir ;
- Exige que les universités belges cessent toute collaboration avec les institutions et personnes proches du régime autoritaire, et plus particulièrement celles soumises aux sanctions de l'Union européenne⁵ ;
- S'engage à interpeller les autorités belges compétentes sur l'évolution de la situation pour les étudiant·e·s ;
- Soutient les actions de BSA et ESU visant à faire libérer les étudiant·e·s détenu·e·s et rétablir l'accès et la liberté académique au sein de l'enseignement supérieur⁶ ;
- Enjoint les établissements d'enseignement supérieur et la Communauté française à participer aux actions humanitaires venant en aide aux étudiant·e·s et enseignant·e·s exilé·e·s ;
- Réaffirme le principe de l'indépendance des représentant·e·s étudiant·e·s et condamne leur oppression.

⁵ A ce jour, 4 universités belges, dont l'UCL et l'UMons du côté francophone, sont en partenariat avec des institutions biélorusses collaborant avec le régime.

⁶ Voir https://www.esu-online.org/?news=call-for-action-support-belarusian-students&fbclid=IwAR3KZJnNfyuC8cl_sS_vzAQSu11Dzdau-dfOMtUBdtAlixobVQNoiceRKWs